

# Les islamistes affûtent leurs armes

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4270 - Dimanche 10 septembre 2017 - Prix : 10 DA

Béjaïa

## Le trousseau scolaire plus cher cette année

Page 24

12 morts et 29 blessés en 48 heures

# Les routes de plus en plus meurtrières

Page 4

## L'assouplissement quantitatif à l'algérienne

Par Mohamed Habili

**L**e recours à la création monétaire pour sortir d'une récession, ou pour l'éviter si elle se précise, expose évidemment en premier lieu au risque d'une inflation échappant à tout contrôle, une calamité qui aura vite fait d'annihiler les bienfaits momentanés qu'on a pu tirer de cette création. Sans cette grave menace, la planche à billets serait devenue depuis longtemps le moyen ordinaire de faire marcher les économies du monde. On peut penser que le gouvernement algérien, qui se voit contraint et forcé d'y recourir, maintenant que le Fonds de Régulation des Recettes a tari, a pris néanmoins tout son temps pour peser le pour et le contre, et qu'il est arrivé à la conclusion qu'il a plus à gagner qu'à perdre en prenant cette décision. Il a donné à ce moyen de combler le déficit budgétaire le nom de financement non conventionnel, pour dire qu'en l'occurrence il n'innove en rien, qu'il prend au contraire exemple sur ce qui se fait ailleurs dans le monde, en ce moment même. Mais s'agit-il bien de la même chose quand les causes et les finalités ne sont pas les mêmes? Les pays qui ont opté pour le financement non conventionnel l'ont fait dans un contexte marqué par la déflation, c'est-à-dire par la baisse des prix généralisée, apparue en conséquence de la crise financière de 2008. Ce risque de déflation est si fort que quasiment une décennie d'expansion monétaire tous azimuts, sous ses deux aspects conventionnel et non conventionnel, n'a toujours pas réussi à le dissiper.

Suite en page 3

Reprise annoncée du dialogue suivie de suspension des contacts

# Volte-face de Riyad et crise de confiance avec Doha



Avant-hier, l'Arabie saoudite a annoncé que Doha était prêt au dialogue pour résoudre la dispute qui l'oppose depuis le 5 juin à quatre pays arabes. Mais l'espoir d'une fin de crise a vite été douché. Riyad exige désormais du pouvoir qatari qu'il confirme sa volonté de négocier. A cet effet, l'Arabie saoudite a suspendu hier tout dialogue avec le Qatar, accusant l'émirat de «déformer les faits» après l'annonce par les médias des deux pays d'un entretien téléphonique inédit dans le différend opposant Doha à ses voisins du Golfe.

Lire page 2

Vaste opération de propreté à travers le pays

## Le grand nettoyage commence par l'Ouest

Page 2

«Mes cousins des Amériques» de Arezki Metref

## Passionnant voyage dans l'espace et dans l'humain

Page 13

Encadrement  
**Le secteur  
de la santé  
renforcé par plus  
de 50 médecins  
spécialistes**

LE SECTEUR public de la santé dans la wilaya de Mila vient de renforcer son encadrement médical avec plus de 50 médecins spécialistes, a indiqué samedi le directeur de wilaya de la santé, Saïd Ouabbass. Affectés par le ministère de la Santé dans le cadre du service civil, ces praticiens sont spécialisés en chirurgie générale, réanimation, cardiologie et gynécologie obstétrique, a ajouté ce même responsable qui a signalé que d'autres spécialistes devront prochainement rejoindre les établissements sanitaires de la wilaya. Ces médecins ont été ainsi dirigés vers les établissements en manque d'encadrement dont l'hôpital Mohamed Meddahi à Ferdjoui et les deux hôpitaux Meghlaoui et Tobbal du chef-lieu de wilaya, a relevé M. Ouabbass qui a indiqué que l'établissement de Ferdjoui, confronté jusque-là à un grand manque, est désormais encadré par 30 praticiens spécialistes. Le recrutement de 13 anesthésistes dont 3 à Mila, 5 à Chelghoum Laid et 4 à Oued El Athmania, devra «booster» l'activité des blocs opératoires des hôpitaux de ces villes qui trouvaient avant beaucoup de mal à honorer le programme des interventions chirurgicales faute de praticiens en cette spécialité, a encore assuré le directeur de wilaya de la santé. Le besoin en médecins spécialisés en gynécologie obstétrique demeure toujours «pressant» malgré l'affectation récente d'un praticien, a affirmé encore M. Ouabbass qui a estimé le manque à 10 médecins. La direction de la santé a ainsi donné des instructions pour mettre à la disposition des spécialistes recrutés les logements d'astreinte du secteur et à améliorer les conditions de travail des personnels de la santé publique. Neuf sages-femmes ont été dernièrement recrutées en plus de 30 infirmiers et 127 aides-infirmiers dans le cadre des efforts d'amélioration des prestations du secteur, a encore noté le responsable du secteur qui a fait état du choix du site qui devra abriter le siège d'une école de formation paramédicale dont les travaux débuteront «prochainement».

Faten D.

Reprise annoncée du dialogue suivie de suspension des contacts

## Volte-face de Riyad et crise de confiance avec Doha

■ Avant-hier, l'Arabie saoudite a annoncé que Doha était prêt au dialogue pour résoudre la dispute qui l'oppose depuis le 5 juin à quatre pays arabes. Mais l'espoir d'une fin de crise a vite été douché. Riyad exige désormais du pouvoir qatari qu'il confirme sa volonté de négocier. A cet effet, l'Arabie saoudite a suspendu hier tout dialogue avec le Qatar, accusant l'émirat de «déformer les faits» après l'annonce par les médias des deux pays d'un entretien téléphonique inédit dans le différend opposant Doha à ses voisins du Golfe.

Par Meriem Benchaouia/

L'Arabie saoudite et le Qatar ont eu un premier contact direct depuis le début de la crise du Golfe, il y a trois mois, mais Riyad a aussitôt suspendu hier les échanges, disant douter de la volonté de Doha de régler le conflit. La crise entre le Qatar et ses voisins du Golfe devrait durer. Avant-hier, l'Arabie saoudite a annoncé que Doha était prêt au dialogue pour résoudre la dispute qui l'oppose depuis le 5 juin à quatre pays arabes. Mais l'espoir d'une fin de crise a vite été douché. Riyad exige désormais du pouvoir qatari qu'il confirme sa volonté de négocier. A cet effet l'Arabie saoudite a suspendu hier tout dialogue avec le Qatar, accusant l'émirat de «déformer les faits» après l'annonce par les médias des deux pays d'un entretien téléphonique inédit dans le différend opposant Doha à ses voisins du Golfe. L'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, a appelé au téléphone le prince héritier saoudien, Mohamed ben Salmane, d'exprimer son «désir de s'asseoir à la table du dialogue» et de résoudre la crise, a rapporté l'agence officielle saoudienne SPA. Le prince héritier saoudien a «bien accueilli le désir de l'émir du Qatar», a ajouté l'agence, précisant que «l'annonce des modalités de ce dialogue sera faite après accord» entre l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Egypte, les quatre pays qui ont rompu début juin avec le Qatar. Puis, un porte-parole officiel saoudien a indiqué que Riyad «suspend tout dialogue et tout



contact avec ce pays» en attendant qu'il clarifie ses positions. Le porte-parole, cité par l'agence SPA, a protesté contre la manière dont Doha a rendu compte de l'appel téléphonique de l'émir du Qatar avec le prince héritier saoudien, en l'accusant d'avoir «distordu le contenu de la conversation». Dans son compte rendu, l'agence du Qatar a indiqué que la conversation téléphonique avait été faite à la demande du président américain Donald Trump, qui a proposé vendredi sa médiation, alors que Riyad affirme qu'elle a eu lieu à l'initiative de l'émir du Qatar. L'agence du Qatar ne confirme pas non plus le désir de dialogue de l'émir en écrivant que «les

deux parties sont tombées d'accord sur la nécessité de régler la crise, en s'asseyant à la table des négociations, pour préserver l'unité du Conseil de coopération du Golfe (CCG)». Ce conseil réunit l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar, Koweït et Oman. «Ceci prouve que les autorités du Qatar ne sont pas sérieuses dans leur désir de dialogue», a déclaré le porte-parole saoudien, avant d'indiquer que son pays «suspend tout dialogue et tout contact avec le Qatar jusqu'à ce qu'il clarifie sa position». Le porte-parole a affirmé que «l'inconsistance de la politique du Qatar n'aide pas à renforcer la confiance nécessaire» au règle-

ment de la crise. L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Egypte avaient rompu le 5 juin leurs relations diplomatiques avec Doha. Ces pays reprochent au Qatar de soutenir des groupes extrémistes et de s'être trop rapproché de Téhéran, grand rival de Riyad, chef de file des monarchies arabes du Golfe. Ils ont aussi imposé au petit émirat gazier des sanctions drastiques, notamment un blocage des voies d'accès maritimes, aériennes et terrestres. Le Qatar a nié soutenir des groupes extrémistes et a accusé ces pays d'empiéter sur sa souveraineté.

M. B./Agences

Vaste opération de propreté à travers le pays

## Le grand nettoyage commence par l'Ouest

Pour donner un coup de propreté à nos villes, une vaste opération de nettoyage a été décidée par les autorités et a commencé, hier, par les régions de l'Ouest. Les villes d'Oran et de Tlemcen sont les premières concernées par cette campagne d'assainissement. Une vaste opération de nettoyage des plus grandes villes du pays a commencé hier. C'est dans deux wilayas de l'Ouest, à savoir Tlemcen et Oran, que la campagne d'hygiène a débuté. L'opération a été lancée avec la participation des secteurs des différentes directions et autres institutions, ont affirmé les autorités locales. Le président de

l'APC de Tlemcen, Aberafik Khouani, a indiqué que cette opération cible, dans une première étape, les quartiers Boudghène, El Kerz, Rahina, Sidi Lahcène, Abou Tachfine et certaines cités environnantes, avant de toucher le reste des quartiers de la ville, programmés pour les semaines à venir. Près de 150 agents, relevant de plusieurs secteurs, prennent part à cette opération de nettoyage, à l'instar des travaux publics, de l'hydraulique et des services de nettoyage de la commune. Même chose pour ce qui est de la ville d'Oran. Là aussi, le coup d'envoi de cette vaste opération a été donné le même jour. Elle

s'est caractérisée par la mobilisation d'importants moyens humains et matériels, a-t-on constaté. Le quartier El Othmania (ex-Maraval) a été le premier site touché par cette campagne devant se dérouler chaque week-end dans différents quartiers de la ville. Ce quartier fait partie des 81 points noirs recensés dans ce registre à travers la wilaya, a souligné le wali, Mouloud Cherif, en marge d'une visite sur les lieux. «Nous avons mobilisé de gros moyens avec pas moins de 500 camions et plus d'une centaine d'engins pour réussir cette grande opération de nettoyage d'Oran car il s'agit de rendre à cette ville sa

beauté», a-t-il ajouté. L'initiative, qui pourrait se généraliser à travers le territoire national, est à la fois une mesure de réhabilitation de l'environnement mais aussi d'intérêt général et de santé publique. Une manière d'accompagner la rentrée sociale et scolaire sous de bonnes conditions d'hygiène et de vie pour les citoyens. En outre, concernant la ville d'El Bahia, un projet de récupération et recyclage du verre sera lancé prochainement. En somme, il est clair que des initiatives du genre sont à encourager afin d'améliorer un tant soit peu l'état de nos espaces publics gagnés par l'insalubrité.

Yacine Djadel

Elections APW-APC du 23 novembre

# Les islamistes affûtent leurs armes

■ Quelques semaines après la convocation, par le chef de l'Etat, du corps électoral en prévision du double scrutin APW-APC, et l'entame de l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales depuis le 30 août dernier, les préparatifs pour cette échéance électorale semblent suivre leur bonhomme de chemin dans les directions des partis et des formations politiques en lice. C'est le cas de ceux de la mouvance islamiste qui, aux dernières déclarations de leur chef de parti, affirment affûter leurs armes pour entamer la bataille électorale début novembre.

Par Lynda Naili

A ce titre, bien qu'une certaine léthargie politique ait marqué l'activité partisane durant cette période estivale, les «grands» partis politiques coutumiers de l'ambiance électorale, affichent d'ores et déjà leur intention manifeste de rééditer les scénarii de victoires issus des législatives de mai dernier à l'instar du RND qui non seulement s'est vu augmenter son nombre de sièges à l'APN, mais peut désormais s'octroyer plus de crédibilité au sein des électeurs avec la nomination de son secrétaire général, Ahmed Ouyahia à la tête du gouvernement le 15 août dernier. Même ambition au niveau des partis de la mouvance islamiste notamment auprès du MSP, qui depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier, au terme d'un congrès extraordinaire, a opéré une fusion avec le parti «Front du Changement» (FC) de Abdelmadjid Menasra. Une fusion qui a été officialisée le 21 juillet lors d'un congrès extraordinaire du MSP à l'issue duquel il a été convenu une alternance transitoire pour la gouvernance du désormais nouveau MSP entre Abdelmadjid Menasra (anciennement président du FC) élu président du Mouvement de la société pour la paix jusqu'au mois de décembre 2017, suite à quoi Abderezak Makri prendra la relève. L'ambition de victoire est encore plus grande au sein du FLN qui affirme et atteste qu'il est «la première force politique du pays», et que de ce fait entend le «rester». En effet, voulant corriger les couacs survenus lors des législatives du 4 mai dernier qui lui ont coûté la perte de deux sièges au Parlement, le vieux parti mise sur une victoire à grande majorité aussi bien aux APW qu'aux APC. Un appétit que ne cachera pas Djamel Ould Abbès, secrétaire général du FLN, qui pour y parvenir, a misé grand sur la recouvrement de la confiance de sa base militante sommant les candidats et les cadres de son parti à effectuer un travail de



proximité afin de recenser les préoccupations des citoyens.

## «Une liste de jeunes pour convaincre les électeurs»

Ainsi, dans cette atmosphère de course électorale, annonçant la participation de sa formation politique aux prochaines élections locales du 23 novembre prochain, Abdelmadjid Menasra, à Constantine lors d'une rencontre régionale regroupant les membres de 9 commissions électorales MSP des wilayas de l'Est du pays, affiche déjà la couleur. Pas question pour sa formation politique de changer «de ligne», pour ce double scrutin local. Ainsi, pour cette échéance électorale devant mener à «la poursuite de la concrétisation du processus électoral démocratique», il dira que sa formation présentera «une liste compétitive composée de 30% de jeunes compétents et habilités à convaincre les électeurs à travers des programmes locaux au service du citoyen». En outre, appelant à l'organisation d'élections «équitablement qui permettent une alternance pacifique aux Assemblées locales et consoli-

dent ses prérogatives», Menasra a indiqué que sa formation politique «traitera avec tout le sérieux les prochaines échéances électorales».

De ce fait, qualifiant de «difficile» le contexte dans lequel évolue le pays, il avertira que «des parties œuvrent à perturber le prochain rendez-vous électoral», aussi enchaînera-t-il, «le MSP ne déviara pas de sa ligne et luttera politiquement et pacifiquement pour combattre les tentatives appelant au boycott». Une lutte que Menasra dira mener également contre le «chaos et le terrorisme universel (qui) œuvre à conduire le pays dans un borborygme meurtrier», a-t-il soutenu. Affirmant à ce propos que sa formation politique «compte sur les citoyens pour préserver le pays». Par ailleurs, la reprise parlementaire ayant eu lieu le 5 septembre en cours, il a ainsi souhaité l'ouverture d'un débat autour des codes de la commune, de la wilaya et de la fiscalité locale.

De son côté, le mouvement Ennahdha qui avait annoncé le 5 août dernier sa décision de participer aux élections APW-APC du 23 novembre, a appelé avant-hier durant les travaux de la commission nationale de sa forma-

tion, chargée de la préparation des prochaines élections à Alger, l'administration à assurer «toutes les garanties politiques et juridiques» pour l'organisation de ce double scrutin. Lesquelles garanties, considérera Mohamed Douibi, secrétaire général d'Ennahdha, comme garantes de «la transparence et l'intégrité totale dans les différentes étapes de cette échéance électorale». Par ailleurs, commentant le plan d'action du gouvernement adopté mercredi dernier en Conseil des ministres, Douibi a affirmé : «Nous avons tous besoin aujourd'hui d'une volonté politique forte et sincère pour l'application des objectifs du plan d'action du gouvernement», soulignant que pour «rétablir la confiance entre les citoyens et les institutions de l'Etat il est impératif de joindre les actes à la parole». Ainsi, sur les mesures contenues dans ledit plan d'action, Douibi s'est montré favorable à la «modernisation du système financier et bancaire», appelant ainsi à «introduire le système financier islamique» dans «le cadre de l'amendement de la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit».

L. N.

## LA QUESTION DU JOUR

### L'assouplissement quantitatif à l'algérienne

Suite de la page une

Or le problème de l'économie algérienne n'est pas la déflation mais l'inflation, d'ores et déjà relativement élevée. Dans les pays frappés de plein fouet par la crise financière, les banques centrales se sont mises à injecter de l'argent dans le circuit économique, se substituant en partie en cela aux banques commerciales, parce que celles-ci avaient perdu confiance les unes dans les autres et qu'elles avaient du même coup arrêté de prêter aux ménages comme aux entreprises, dans le but précisément de leur faire dépasser leurs prévisions. Pour tout financement non conventionnel, la Banque centrale algérienne va se contenter de prêter à l'Etat, pour que ses dépenses ne se contractent pas dans la même mesure que ses déficits budgétaires. Entre réduire ces dépenses, pour annihiler les déficits, avec pour conséquence une baisse de la croissance, et au contraire le financement de ces déficits entraînant une augmentation de la dette publique intérieure, le choix n'est pas difficile à faire si on est sûr de ne pas déclencher ce faisant une inflation galopante. Or l'une des principales leçons qu'on peut tirer de cette décennie de création monétaire immodérée ici et là dans le monde, c'est que la masse monétaire ne génère pas l'inflation par sa seule augmentation, toutes choses égales par ailleurs. Il y a quelque temps, le sempiternel argument qu'on opposait aux travailleurs demandant des hausses de salaires, était de leur dire qu'ils n'allaient rien gagner en fait, que ce sont ces mêmes hausses qu'ils revendiquaient qui automatiquement se transformeraient très vite en inflation supplémentaire. Ces deux années de crise ont fait justice de ce genre de sophismes. On sait maintenant que l'inflation n'est pas quelque chose dépendant directement du niveau de la quantité de monnaie en circulation, mais du partage de la richesse produite entre les différentes classes sociales. Si le niveau des salaires est bas, ce qui est le cas en Algérie, en dépit des dernières augmentations, le risque est faible qu'une création monétaire maîtrisée enclenche une spirale inflationniste.

M. H.

## Grands transferts d'eau vers les Hauts-Plateaux

### «La réception du projet dans moins d'une année»

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a affirmé, hier à Sétif, que le projet des grands transferts d'eau vers la région des Hauts plateaux sera réceptionné dans un délai «n'excédant pas une année». Lors de l'inspection du tunnel de transfert du barrage de Tablot (Jijel) vers celui de Dhraâ Diss (Sétif), le ministre, en visite de travail de deux jours dans cette wilaya, a

assuré que le projet a surmonté «tous les écueils et problèmes techniques» rencontrés et enregistré actuellement un «rythme excellent» d'avancement des travaux devant permettre, a-t-il soutenu, la réception du projet «dans un délai n'excédant pas une année». La réception de ce projet constituera «un acquis majeur pour la région dans le cadre des transferts structurants

du plan hydraulique national», a ajouté M. Necib, indiquant qu'environ 300 millions de m<sup>3</sup> seront annuellement transférés vers la région de Sétif, où la moyenne pluviométrique annuelle est de 400 mm. Le ministre a porté l'accent sur «la bonne planification» de ce projet qui permet de transférer le surplus d'eau des régions à climat pluvieux vers les régions arides. Il a reçu à l'occa-

sion des explications sur le secteur hydraulique dans la wilaya avant d'inspecter le tunnel. M. Necib a aussi suivi un exposé sur l'opération de transfert des eaux du barrage Iraguen-Tablot (Jijel). Le projet des grands transferts vers les Hauts-Plateaux comprend deux opérations : la première dite orientale porte sur le transfert des eaux du barrage Iraguen-Tablot vers Dhraâ Diss

et la seconde, appelée occidentale, porte sur le transfert des eaux du barrage Ighil Amda (Bejaia) vers le barrage d'El Mouane (Sétif). Le ministre poursuivra sa visite dans l'après-midi par l'inspection du projet d'alimentation en eau potable des localités du sud de la wilaya de Sétif à partir des localités de Kherzat Youcef et Chaâba El Hamra.

Maya G.

12 morts et 29 blessés en 48 heures

# Les routes de plus en plus meurtrières

■ Chaque jour, les accidents de la circulation sont responsables de plusieurs morts et blessés. En seulement 48 heures, pas moins de 12 personnes ont trouvé la mort et 29 autres ont été blessées.

Par Louiza Ait Ramdane

Les accidents de la circulation font désormais partie du quotidien des Algériens. Pas un jour ne se passe sans son lot d'accidents avec des bilans lourds enregistrant plusieurs morts. Selon les services de la Protection civile, 13 accidents de la circulation sont survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays. La wilaya de d'El Bayadh déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 3 personnes alors que 5 autres ont été blessées dans deux accidents de la circulation.

Toutes les mesures de sensibilisation au respect du code de la route et de prévention prises par les différents intervenants dans la sécurité routière et les modifications apportées au code de la route, avec le durcissement du contrôle technique, n'ont pas apporté le résultats escomptés afin d'atténuer ce mal qui continue à faire des victimes.

Outre les accidents dus à l'utilisation du téléphone au volant, ou encore la vitesse excessive, il y a ceux causés par des défaillances techniques et la vétusté des véhicules. Selon le Centre national de prévention et de sécurité routière, les conducteurs novices sont généralement considérés plus à risque du fait de leur manque d'expérience de la conduite et de leur jeunesse. Un autre constat frappant est établi. Les accidents de la route enregistrent près de 34% de la catégorie des âgés de moins de 30 ans, soit à la fleur de l'âge. Et si le parc automobile pose un



Ph/D. R.

réel problème face au manque d'infrastructures et à la mauvaise matérialisation des routes et des autoroutes, il est évident que l'homme est derrière ces sinistres à hauteur de 96%. L'excès de vitesse, la perte de maîtrise du volant et les dépassements dangereux sont les facteurs majeurs de cette catastrophe, aux côtés de l'usage du téléphone portable et des comportements inconscients des piétons. En plus de coûter la vie à des milliers de personnes par

an, les accidents de la route ont également un coût économique pour le pays, estimé à 100 milliards DA/an en moyenne, sans compter les charges répercutées sur les compagnies d'assurance.

Le renforcement de la sécurité et de la prévention routière par la sensibilisation et l'installation d'un millier de radars sur les routes n'auront pas suffi. Les radars sont repérés par les conducteurs. Le principal défi réside dans le changement des mentalités et des comporte-

ments dans notre société. En plus de mesures techniques visant à maintenir la répression, il est vital d'inculquer la culture de la prudence routière dans les auto-écoles et les écoles pour que la prudence sur la route devienne un réflexe quotidien. L'introduction du permis à points va certainement permettre de réduire considérablement le nombre d'accidents de la route, de par sa vocation préventive et répressive. Le permis à points vise à inciter les automobilistes à

avoir un comportement responsable destiné à préserver leur capital points. Avec ce futur permis de conduire biométrique, qui est aussi un permis à points, il est prévu le retrait des points en fonction de la gravité de l'infraction commise par le conducteur. Le permis de conduire est doté d'un capital de 24 points qui sera réduit à chaque infraction commise par le titulaire du permis. Avec ce procédé, les conducteurs feront plus attention.

L. A. R.

## Plan d'action

### Le gouvernement «veillera à préserver» la sécurité et la stabilité du pays

Le gouvernement veillera à préserver la sécurité, la stabilité et l'unité du pays tout en prônant une lutte continue contre le terrorisme et la poursuite de la politique de réconciliation nationale, selon le Plan d'action du gouvernement qui sera présenté devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN). Grâce à la politique de Concorde civile et de Réconciliation nationale promue par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, ainsi qu'aux efforts et aux sacrifices de l'Armée nationale populaire (ANP) et des services de sécurité, l'Algérie est désormais classée parmi les pays sûrs à travers le monde. Cependant, les dangers ne sont pas totalement écartés, alors que les menaces se sont diversifiées, note le document, soulignant que «le gouvernement veillera à contenir toute menace à la sécurité de la population et des biens avec une démarche vigilante multidimensionnelle». Cette démarche consiste en une «lutte continue contre le terrorisme», menée par l'ANP et les services de sécurité, avec un soutien diligent des pouvoirs publics, la mobilisation de la vigilance de la population en appui aux services de sécurité ainsi que «la poursuite de la politique de Réconciliation nationale, en direction de tout citoyen égaré qui accepterait de rompre avec le crime et de revenir dans les rangs de la nation». Par ailleurs, le gou-

vernement s'emploiera à mettre en œuvre des mesures et dispositions «préventives» en vue de prémunir la jeunesse contre toutes les formes de radicalisation, de déviation et d'extrémisme, le maintien de la vigilance aux frontières, pour «prévenir toute menace provenant des foyers d'instabilité dans notre voisinage ainsi que de la jonction du terrorisme avec le crime transfrontalier». Le document explique que la lutte résolue contre le trafic de drogue qui se déverse sur le pays à partir du voisinage, sera accompagnée par la réquisition de peines sévères contre les trafiquants de drogue qui minent la société algérienne et notamment la jeunesse. Il mènera aussi une politique de répression de la contrebande et du blanchiment d'argent qui contribuent aussi au financement du terrorisme et du crime organisé. Le texte précise aussi que «le gouvernement maintiendra son attention et sa sollicitude au bénéfice des victimes du terrorisme et des citoyens ayant pris part à la sauvegarde du pays face à la barbarie terroriste» et poursuivra «la mise en œuvre des dispositions de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale au profit des familles éprouvées par la tragédie nationale». Dans son plan d'action, le gouvernement note que «la Charte pour la paix et la réconciliation nationale proclame que le peuple algérien n'acceptera plus jamais la mani-

base au sommet de l'Etat, par le peuple souverain, grâce au recours aux urnes toutes les cinq années, est dotée d'une Constitution et d'une législation qui favorisent l'épanouissement du pluralisme politique. En ce sens, «le gouvernement veillera avec fermeté à la protection des mosquées et des imams, à préserver la société, avec la force de la loi, de toute tentative de semer la confusion en son sein, par le fait de sectes et de groupuscules religieux étrangers à nos riches traditions musulmanes».

#### Dialogue avec les partis politiques sur les questions concernant les citoyens

Pour ce qui est de la préservation de la sécurité et de l'ordre publics, le recours à la violence individuelle ou en groupe, la criminalité, les troubles à l'ordre public et toute autre forme d'atteinte à la loi seront contenus par la prévention et la sensibilisation civiques, par l'intervention de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale. «A ce titre, la lutte contre les enlèvements criminels des personnes et notamment des enfants, fera l'objet d'une grande détermination des pouvoirs publics, et de l'application des dispositions pénales les plus fermes». L'Algérie qui dispose d'institutions politiques démocratiques stables et légitimées, de la

base au sommet de l'Etat, par le peuple souverain, grâce au recours aux urnes toutes les cinq années, est dotée d'une Constitution et d'une législation qui favorisent l'épanouissement du pluralisme politique. En ce sens, le gouvernement «encouragera» une vie politique et associative dynamique à travers le pays, est-il mentionné dans ce plan d'action. De plus, à travers le dialogue entre les administrations nationales et locales, les pouvoirs publics, œuvreront à «rallier les acteurs concernés au respect de la législation et de la réglementation qui régulent notamment, les manifestations sur la voie publique». Dans ce sens, le document souligne que «le gouvernement demeurera disponible pour le dialogue avec les partis politiques, autour des questions concernant les citoyens» et veillera à «réunir toutes les conditions prévues par la loi», pour l'organisation des élections des Assemblées populaires communales et des Assemblées populaires de wilayas du mois de novembre prochain, «dans la tranquillité, la sérénité, et la transparence». A cette même fin, la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIIE) bénéficiera de tout appui ou moyens qu'elle sollicitera, pour le bon accomplissement de sa mission constitutionnelle, rassure encore le gouvernement (...).

Tahar D./APS

## Pétrole

## Les cours reculent légèrement en fin de semaine

■ Les cours du pétrole reculaient en fin d'échanges européens dans un marché hésitant alors que les tempêtes continuent de perturber la production américaine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 54,21 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 28 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Par Safia T.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'octobre cédait 97 cents à 48,12 dollars. Le Brent avait atteint dans la matinée 54,80 dollars, à son plus haut niveau depuis quatre mois et demi, profitant de la faiblesse du dollar. Le dollar, la monnaie de référence pour les cours du baril, est au plus bas depuis janvier 2015 face à un panier com-



posé des principales devises mondiales. Cette baisse tend à bénéficier au brut, en le rendant moins cher pour les investisseurs utilisant d'autres monnaies. Mais le baril de WTI reste aussi sous la pression de l'annonce jeudi d'une hausse des réserves américaines de brut lors de la semaine achevée le 1er septembre, après le passage de l'ouragan Harvey au Texas. Au pic des perturbations, près d'un quart des capacités de raffinage américaines ont en effet été mises hors service, réduisant la demande pour le pétrole brut. Alors que les raffineries de la côte du Golfe du Mexique reprennent progressivement leurs activités, les investisseurs

s'interrogent désormais sur les éventuelles conséquences de l'ouragan Irma. Actuellement dans les Caraïbes, il devrait remonter vers la côte sud-est des Etats-Unis, frappant d'abord la Floride dimanche puis la Georgie et la Caroline du Sud. Les analystes décortiquaient par ailleurs les données des agences financières sur la production de pétrole de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole). L'Opep et d'autres producteurs, dont la Russie, se sont engagés fin 2016 à ne pas dépasser des objectifs de production fixés par pays. L'accord lie ses participants jusqu'à mars 2018, mais certains membres de l'Opep ont dépassé

leurs objectifs en juillet, ce qui avait inquiété les marchés.

### Le Venezuela envisage des ventes en d'autres devises que le dollar

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a annoncé son intention de vendre le pétrole et autres matières premières ou métaux dans des devises autres que le dollar. «J'ai décidé de commencer à vendre pétrole, gaz, or et autres produits en de nouvelles devises, dont le yuan chinois, le yen japonais, le rouble russe ou la roupie indienne, entre autres», a déclaré le chef de l'Etat vénézuélien, dans un entretien à la télévision. «Une économie libé-

rée du système impérialiste américain est possible», a-t-il insisté. Les dernières sanctions américaines visant le régime de Caracas interdisent aux banques américaines de commercialiser de nouveaux bons du trésor émis par le gouvernement vénézuélien ou la compagnie pétrolière publique vénézuélienne PDVSA. Cela afin de «priver la dictature de Maduro d'une importante source de financement lui permettant de maintenir son pouvoir illégitime», avait précisé un communiqué de la Maison Blanche. M. Maduro avait qualifié cette mesure de blocus économique et financier. S. T./agences

### Russie Rebond de 17% des ventes automobiles

LE MARCHÉ automobile russe a enregistré un rebond de 17% des ventes de voitures neuves, après quatre ans d'effondrement dû à la crise économique, selon les chiffres publiés par les constructeurs. Cette progression est moins forte qu'en juillet (+19%) mais il s'agit du quatrième mois de suite de croissance à deux chiffres des ventes de véhicules légers et utilitaires, qui ont atteint 132.742 unités le mois dernier, selon un communiqué de l'Association of European Businesses (AEB). Le marché automobile russe, dans lequel les grands constructeurs mondiaux avaient massivement investi en période de croissance, a diminué de plus de moitié depuis son record de 2012. Sensible à l'évolution du taux de change et du pouvoir d'achat, il a particulièrement pâti de la crise causée par la chute des prix du pétrole et les sanctions liées à la crise ukrainienne. Sa reprise intervient au moment où l'économie russe renoue également avec la croissance après deux ans de récession. Sur les huit premiers mois de l'année, le marché a progressé de 10% à 980.921 véhicules, ce qui reste «un chiffre modeste historiquement», a constaté Joerg Schreiber, président du comité automobile de l'AEB, cité dans le communiqué. «Mais le plus important pour l'instant, c'est le fait que la reprise ait lieu, à un rythme robuste depuis six mois», a-t-il ajouté, soulignant que les attentes étaient plutôt optimistes pour le reste de l'année. L'AEB a indiqué en janvier prévoir un rebond limité à 4% pour 2017 mais elle a précisé vendredi qu'elle actualiserait ses prévisions en octobre. Le mois d'août a été particulièrement favorable pour les premières marques du marché et notamment Lada (+25% sur un an) du constructeur en difficulté Avtovaz, contrôlé par Renault. R.E.

## Commerce

## Benmeradi reçoit l'ambassadeur de Chine à Alger

Le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi, a reçu l'ambassadeur de la République populaire de Chine à Alger, Yang Yuangu, avec lequel il a évoqué les relations de coopération et d'amitié entre les deux pays depuis les années 50 du siècle dernier, indique un communiqué du ministère. Les deux parties ont évoqué les moyens de renforcer et de consolider les relations économiques bilatérales, notamment avec la forte présence en Algérie d'investisseurs chinois qui activent dans les différents domaines et participent à

la réalisation de plusieurs projets de développement. A cette occasion, les deux parties ont examiné plusieurs propositions sur les projets de partenariat au moyen et long terme. M. Benmeradi a appelé le partenaire chinois à contribuer à l'augmentation du quota des exportations de l'Algérie hors hydrocarbures, notamment en produits agricoles, soulignant l'importance de tirer profit de l'expérience chinoise en matière de commerce extérieur, notamment l'activité de l'exportation, ajoute le communiqué. Les deux parties

œuvrent à l'ouverture de davantage de partenariat pour renforcer le développement économique, notamment dans le cadre de la stratégie du gouvernement visant la régulation des équilibres de l'économie nationale et la préservation des réserves de change, outre la promotion du commerce algérien vers les marchés internationaux, a indiqué la même source. Les deux parties ont mis l'accent sur les relations d'amitié et de fraternité qui existent entre les deux pays depuis les années cinquante du siècle dernier et les positions de la

République populaire de Chine et son soutien à l'Algérie durant la guerre de Libération et après l'indépendance. De son côté, l'ambassadeur chinois a estimé que l'Algérie était le partenaire économique le plus important de la Chine en Afrique, soulignant la volonté de son pays à hisser davantage les investissements. M. Yuangu a affirmé que son pays préserverait ses engagements vis-à-vis de l'Algérie en assurant un soutien et un accompagnement des investissements et du partenariat en Algérie. Salem K.

## Pour la quatrième séance consécutive

## Les Bourses européennes finissent la semaine en ordre dispersé

Les Bourses européennes ont terminé en ordre dispersé, pour la quatrième séance consécutive et dans des marges étroites, les investisseurs préférant la prudence face à l'accumulation d'incertitudes. Le doute demeure sur l'orientation de la politique monétaire de la Banque centrale européenne. «C'est plutôt la confusion qui règne» en l'absence d'annonces concrètes de la part la BCE jeudi, a souligné Daniel Larrourou, directeur général délégué chez Diamant Bleu Gestion. L'institution a

repoussé au 26 octobre sa décision sur l'avenir de son vaste programme de rachat de dettes privées et publiques. «Dans la matinée les inquiétudes liées à l'ouragan Irma ont aussi suscité un peu d'agitation, mais comme il n'y a pas d'éléments nouveaux pour le moment ces mouvements se sont tassés», a complété M. Larrourou. De même, le conflit nord-coréen a maintenu les investisseurs sur leurs gardes. L'Eurostoxx 50 a terminé à l'équilibre (0,00%). La Bourse de Paris a fini stable, cédant -0,02%.

L'indice CAC 40 s'est replié de 1,13 point à 5.113,49 points dans un volume d'échanges faible de 2,9 milliards d'euros. Londres a terminé en baisse de 0,26%. A la clôture, l'indice FTSE-100 a cédé 19,38 points pour terminer à 7.377,60 points. La Bourse de Francfort a terminé quasiment stable. Le Dax a grappillé 0,06% à 12.303,98 points en clôture, après deux séances d'affilée en hausse sensible, et le MDax des valeurs moyennes a gagné 0,38%, à 24.904,48 points. A Madrid, l'indice Ibex 35 a clôturé

en hausse de 0,05% à 10.129,6 points. L'indice SMI de la Bourse suisse a terminé près de l'équilibre, l'indice vedette SMI cédant 0,06% à 8.912,05 points. Bruxelles a terminé en hausse de 0,42%, l'indice Bel-20 ayant clôturé à 3.938,24 points. L'indice AEX des principales valeurs de la Bourse d'Amsterdam clôturé en baisse de 0,01% à 518,82 points. Lisbonne a clôturé en hausse de 0,54%, à 5.101,67 points, encouragé par le titre de la banque BCP qui s'est envolé de 6,12% à 0,21 euro. APS

Oran

# Livraison de près de 17 000 logements au courant de l'année

■ Pas moins de 16 765 logements, tous types confondus, seront livrés au courant de cette année (2017), selon les prévisions de la direction de wilaya du logement.



PH &gt; D. R.

Par Malek H.

Les chantiers de réalisation de différents programmes de logements, dont le public locatif (LPL), le promotionnel aidé (LPA), logements sociaux participatifs (LSP), location-vente (AADL), connaissent une dynamique permettant la livraison, d'ici à la fin de l'année en cours, de grandes parties des programmes de logement lancés à Oran, a souligné le directeur du

logement, Bahar Mohamed, dans une déclaration à l'APS. Durant le premier semestre 2017, la wilaya d'Oran a enregistré la livraison de 4 950 logements dont 1 419 LPL. Pour ce même type de logements, constituant environ la moitié des programmes de logements initiés et soutenus par l'Etat, les prévisions de la direction du logement table sur une livraison de 10 015 unités avant la fin 2017, a indiqué le même responsable qui prévoit également la

réception de 3 000 logements au titre du programme (AADL). Le programme LPA verra la livraison de 1 143 logements cette année et 1 096 unités au titre du programme de logement promotionnel public réalisé par l'ENPI, a-t-il ajouté. Le programme d'habitat rural a pour objectif de livrer 577 unités, a signalé M. Bahar qui a fait savoir que d'autres types de logements s'apprennent à être livrés, dont les logements promotionnels réalisés par des promoteurs privés, les loge-

ments d'astreinte des institutions publiques et le LSP. La dernière tranche de ce programme est composée de 786 logements. A rappeler que l'année écoulée (2016) avait connu la livraison de 17 734 logements sur un total d'environ 27 600 logements prévus. Actuellement, la wilaya d'Oran enregistre la réalisation en cours de 63 762 logements, selon le même responsable qui a annoncé le lancement prochain de 4 095 logements dont 3 000 de type AADL. M. H./APS

El Oued

## Plus de 370 projets d'investissement validés ces dernières années

Pas moins de 379 projets d'investissement dans divers secteurs d'activités ont été validés, depuis le lancement de l'opération d'attribution du foncier industriel aux investisseurs en 2014 dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris de la Direction locale de l'industrie et des mines (DIM). Cette opération entre dans le cadre d'une stratégie visant à encourager les projets d'investissement, devant donner un essor

au développement de l'économie nationale, et la création des emplois, a précisé à l'APS le chargé de communication à la DIM, Madani Hammadi. Sur 1 277 dossiers d'investissement déposés dans la même période au niveau de la DIM, 898 dossiers ont été rejetés pour non-conformité à la nomenclature de d'investissement, alors que 228 actes de concession ont été élaborés, a-t-il ajouté. L'approbation de ces pro-

jets permettra aux bénéficiaires d'accéder au foncier industriel pour entamer les travaux de réalisation de leurs investissements versés dans différents créneaux économiques, selon le même responsable. Il s'agit notamment de l'industrie agroalimentaire et le tourisme qui connaissent un développement «significatif» dans cette wilaya du sud-est du pays, a-t-il fait savoir. Une assiette foncière (extensible) de 1 546 ha

répartis sur 400 ha localisés dans la zone industrielle El-Foullia (commune de Guemar) ainsi que 9,55 ha à travers 14 zones d'activités (ZA) anciennes et 1 136 ha dans 12 nouvelles zones d'activités, a été mise à la disposition des investisseurs pour concrétiser leurs projets. Soixante treize projets sont actuellement en chantier, 7 autres ont été réalisés et 121 projets ne sont pas encore lancés, a-t-on signalé à la DIM.

Khenchela/Bouhmama

## Remise des clés de 200 logements publics locatifs à leurs bénéficiaires

Les clés de 200 logements publics locatifs (LPL) réalisés dans la commune de Bouhmama, wilaya de Khenchela, ont été remises à leurs bénéficiaires dans une ambiance festive, a-t-on constaté. Lors d'une cérémonie symbolique d'attribution de 15 clés parmi le nombre global, organisée dans le cadre de sa visite de travail et d'inspection à la daïra de Bouhmama, le wali, Kamel Nouicer, a indiqué que la wilaya de Khenchela possède un

parc de logements «imposant» à travers les projets d'habitat réalisés et attribués et ceux en cours de parachèvement, rappelant que 1 000 habitations, tous segments confondus, ont été récemment attribués. «L'opération d'attribution se poursuivra et répondra aux demandes exprimées de logement dans toutes ses formes», a-t-il assuré. Réitérant le maintien de l'action sociale, notamment dans son volet habitat, conformément aux orientations du prési-

dent de la République, Abdelaziz Bouteflika, le chef de l'exécutif local a annoncé que «prochainement 1 900 logements de différents segments seront attribués» dans la commune de Kaïs, deuxième plus grande commune après le chef-lieu de wilaya. La wilaya de Khenchela, dont les chantiers de l'habitat connaissent une réelle dynamique, est une des premières wilayas dont le programme AADL 2 (Agence nationale d'amélioration et de

développement du logement) a été achevé et attribué fin 2016, a-t-on rappelé. Le chef de l'exécutif local a entamé sa visite de travail dans les communes de la daïra de Bouhmama par l'inspection de plusieurs projets d'alimentation en eau potable (AEP), de raccordement aux réseaux de gaz naturel et d'amélioration urbaine dans la commune de Chéla avant de visiter des chantiers d'habitat dans la localité de Bouhmama. A. O.

Chlef

## Près de 300 jeunes employés en agriculture depuis début 2017

PRÈS de 300 jeunes ont été employés dans le secteur agricole à Chlef, depuis début 2017, a-t-on appris auprès du directeur de l'emploi de la wilaya. Ces jeunes ont été intégrés dans différentes spécialités agricoles, dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), au titre duquel ils bénéficient d'un contrat de travail aidé (CTA) d'une durée d'une année (renouvelable), a indiqué Rabah Rebahi. Le responsable a signalé l'inscription de cette opération au titre de la stratégie de la wilaya de Chlef, visant la création d'emplois dans les secteurs clés pour lesquels cette région est réputée, soit l'agriculture, le tourisme, et la pêche, requérant une main-d'œuvre qualifiée, a-t-il soutenu. Il a signalé, à cet effet, une coordination en cours entre les différents dispositifs d'aide à l'emploi, et la direction de la formation de la wilaya, en vue de faire bénéficier les jeunes placés (au nombre de 3 298) dans leur postes, cette année, d'une mise à niveau, d'autant plus, a-t-il dit, qu'un taux de 72% d'entre eux ne sont pas qualifiés. Le taux de chômage à Chlef est de 7,71%, a ajouté M. Rebahi, prévoyant une baisse de ce taux avec le lancement des grands projets publics inscrits à l'actif de la wilaya, au moment où une option a été prise pour la promotion de l'agriculture et du tourisme, en tant que secteurs pourvoyeurs d'emplois par excellence. Plus de 20 000 demandes de travail ont été enregistrées dans la wilaya en 2017, pour quelque 4 241 offres d'emploi, au titre desquelles 3 289 placements ont été réalisés, à la même période, dont 1 587 au titre du DAIP, 842 CTA, 93 dans le cadre du dispositif Ansej et 239 au titre de dispositif Angem. APS

Batna

## La sécheresse a limité à 108 576 qx la récolte de blé

LA SÉCHERESSE qui a prévalu en 2017 sur la wilaya de Batna a fait régresser la récolte de céréales de la saison agricole en cours à 108 576 quintaux, contre 1,32 million quintaux la saison passée, a indiqué jeudi le chef service d'organisation de la production à la Direction des services agricoles (DSA), Farida Abdelmoumnaoui. Selon la même source, cette production a été obtenue presque sur les 20 000 hectares où il a été recouru à l'irrigation d'appoint ayant réduit les effets de la sécheresse. Sur 143 000 hectares emblavés en début de saison, 23 796 hectares ont pu être moissonnés, a ajouté la même cadre qui a précisé que la récolte obtenue se compose de 92 081 quintaux de blé dur, 13 843 quintaux de blé tendre, 2 636 quintaux d'orge et le reste d'avoine. Plusieurs actions de sensibilisation ont été menées ces dernières années par la DSA pour inciter les agriculteurs à recourir à l'irrigation d'appoint et éviter les risques liés au déficit pluviométrique. 70 000 hectares et d'amélioration urbaine dans la wilaya de Batna dont 20 000 hectares consacrés à la céréaliculture, est-il indiqué. R. R.



## Mauritanie

# Des opposants au référendum constitutionnel accusés de corruption

■ En Mauritanie, les comparutions devant le juge d'instruction de plusieurs sénateurs, journalistes et représentants syndicaux qui avaient débuté il y a une semaine ont pris fin vendredi. Ils sont accusés de faits de corruption, mais leurs avocats dénoncent un dossier vide et une instrumentalisation de la justice.

Par Amel D.

Ces personnes s'étaient toutes opposées à la réforme constitutionnelle qui prévoyait notamment la suppression du Sénat et qui a été validée par le référendum du 5 août. Mohamed Bouamatou est le financier présumé de ce que l'accusation présente comme une vaste affaire de corruption. L'opposant et puissant homme d'affaires, ainsi que son bras droit, font désormais l'objet d'un mandat d'arrêt. Ils auraient donné de l'argent à une vingtaine de personnalités pour qu'elles s'opposent au référendum constitutionnel initié par le président Ould Abdel Aziz. Onze sénateurs, quatre journalistes et deux syndicalistes ont ainsi comparu ces derniers jours devant le juge : ils ont été inculpés, placés sous contrôle judiciaire et privés de leurs passeports avec instruction de ne pas quitter Nouakchott. L'accusation, qui réclamait l'incarcération pour les sénateurs, a fait appel. Les onze élus restent libres, mais devraient voir leur sort fixé la semaine prochaine par la chambre d'accusation de la cour d'appel. Deux personnes restent en revanche



PH > D. R.

visait à «renforcer le partenariat entre les leaders américains et mauritaniens qui travaillent pour mettre fin à l'esclavage et d'en savoir plus sur les efforts courageux des autorités mauritaniennes pour éradiquer l'esclavage et ses séquelles», affirmait l'institut basé à Chicago dans un communiqué publié jeudi. Les militants antiesclavagistes américains devaient rencontrer, durant leur séjour en Mauritanie, des responsables mauritaniens et de l'ambassade des Etats-Unis à Nouakchott et des représentants de la société civile mauritanienne. La persistance de pratiques d'asservissement en Mauritanie est dénoncée avec véhémence par les ONG. La situation a néanmoins évolué récemment, avec l'adoption en août 2015 d'une nouvelle loi faisant de l'esclavage un «crime contre l'humanité» réprimé par des peines allant jusqu'à 20 ans de prison, contre cinq à dix ans auparavant.

A. D./RFI

emprisonnées. Le sénateur Ould Ghadde, l'un des leaders de la fronde contre le référendum. Il est accusé d'avoir reçu de l'argent de Bouamatou et de l'avoir aidé à corrompre ses collègues et les autres personnalités. On lui reproche aussi d'avoir payé un militaire pour susciter une polémique durant la campagne référendaire, en remettant en cause la version officielle sur les circonstances de la blessure par balle du président Ould Abdel Aziz en 2012. Et c'est ce militaire qui se trouve également en prison. Si le parquet parle de corruption, les accusés dénoncent, eux, une tentative d'écraser toute opposition au pouvoir.

## Des antiesclavagistes américains refoulés à Nouakchott

Des militants antiesclavagistes américains ont été refoulés de Mauritanie vendredi après leur arrivée à l'aéroport de

Nouakchott, a-t-on appris auprès d'une ONG antiesclavagiste mauritanienne et de l'ambassade des Etats-Unis. Les autorités mauritaniennes ont refusé d'octroyer des visas d'entrée en Mauritanie à une douzaine de militants abolitionnistes américains à leur arrivée dans la capitale mauritanienne, a déclaré Sneiba El Kory selon des sources médiatiques, un responsable de SOS Esclaves, une organisation antiesclavagiste mauritanienne. Les visas d'entrée sur le territoire mauritanien devaient être délivrés à l'aéroport de Nouakchott. L'esclavage a officiellement été aboli en 1981 en Mauritanie, mais certaines pratiques d'asservissement perdurent dans ce pays. Les militants antiesclavagistes américains sont repartis de Nouakchott vendredi soir à bord d'un vol d'une compagnie européenne, après avoir attendu pendant plusieurs heures à l'aéroport, a indiqué une source de

sécurité mauritanienne, sans plus de détail. «Le gouvernement américain est déçu et préoccupé par la décision de refus d'entrée sur le territoire de Mauritanie essuyée par la délégation d'abolitionnistes américains», a déclaré l'ambassade des Etats-Unis dans un communiqué publié vendredi soir. Les autorités mauritaniennes n'avaient pas réagi vendredi soir. «Ce refus d'octroi de visa confirme que le gouvernement mauritanien a des choses à cacher en matière d'esclavage», a déclaré le vice-président de SOS Esclaves, Ahmed Ould Weddia. Les militants antiesclavagistes américains devaient séjourner du 8 au 15 septembre en Mauritanie dans le cadre d'un voyage organisé par un institut abolitionniste basé à Chicago et par le mouvement Arc-en-ciel (Rainbow/PUSH Coalition) du pasteur Jesse Jackson, un des principaux responsables de la communauté noire aux Etats-Unis. Ce séjour

## Tunisie Le tourisme réalise une recette record en août

LA TUNISIE affiche des recettes touristiques record avec 257 millions d'euros engrangés en août dernier, a annoncé le ministère tunisien du Tourisme et de l'Artisanat. Ces recettes dépassent même la performance réalisée durant l'année 2010, année de référence pour le tourisme tunisien, selon la même source. Sur les huit premiers mois de cette année, les recettes touristiques de la Tunisie ont atteint 728 millions d'euros, soit 22% de croissance par rapport à la même période de l'année 2016. Environ 4 684 000 touristes, dont 1 146 000 touristes européens et 1 565 000 touristes algériens ont visité les différents sites touristiques tunisiens, toujours selon les chiffres de la ministre tunisienne du Tourisme, Salma Elloumi. D'après la ministre, la reprise progressive du secteur (qui représente environ 7% du PIB) s'explique essentiellement par la récupération de certains marchés traditionnels dont le marché français avec une hausse de 44%. Se prononçant dans la presse sur des prémices de relance, la ministre tunisienne du Tourisme a évoqué le marché chinois qui est considéré comme étant l'une des cibles à conquérir avec d'énormes efforts, en premier lieu une ligne aérienne entre la Tunisie et la Chine.

R. M.

## Libye

## L'émissaire de l'ONU espère un retour de la Manul «en octobre»

L'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, espère le retour de la mission de l'ONU (Manul) dans le pays en octobre, après l'avoir quitté en 2014 en raison des violences. «Il est de notre devoir d'être dès que possible près des gens afin de les soutenir et de les aider. C'est pourquoi nous voulons de nouveau augmenter notre présence, évidemment en gardant à l'oeil la situation sécuritaire», a déclaré M. Salamé dans l'édition de vendredi du journal allemand «Die Welt». «J'espère (...) que nous pourrions à partir de début octobre accomplir de nouveau une part essentielle de nos activi-

tés en Libye», a-t-il ajouté. Mais d'abord, une mission d'«un peu moins de 250» soldats de l'ONU doit être déployée pour assurer la sécurité du personnel de la Manul. A l'image de la plupart des missions diplomatiques, la Manul avait quitté la Libye en 2014 face à la recrudescence des violences. Elle est basée depuis à Tunis, mais ses membres effectuent régulièrement des missions en Libye. M. Salamé s'est dit aussi préoccupé par la situation dans les camps de migrants : «Je pense que ces camps pourraient être beaucoup plus humains», a-t-il indiqué, estimant que «la vie

quotidienne» devait y «changer radicalement».

## Messahel prend part à la réunion du comité de haut niveau de l'UA

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, prend part, en qualité de représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, aux travaux de la réunion du comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye, qui se tiendra à Brazzaville en République du Congo, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. «Cette

réunion s'inscrit dans le cadre des décisions de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA réitérant l'engagement de l'Organisation continentale à aider les parties libyennes à trouver une solution durable à la crise dans leur pays», précise la même source. La réunion, qui sera présidée par le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Gusso, «se penchera sur l'examen de l'évolution de la situation en Libye et passera en revue les efforts régionaux et internationaux visant au règlement de la crise dans ce pays frère», ajoute le communiqué.

Samir T./APS



Corée du Nord

# Un nouveau bras de fer entre la Russie et les Occidentaux

■ C'est un bras de fer de plus entre la Russie et les Occidentaux, États-Unis en tête : Vladimir Poutine s'est imposé ces derniers jours comme l'un des plus farouches opposants à de nouvelles sanctions contre les ambitions nucléaires de la Corée du Nord.

Par Rosa F.

Depuis un essai nucléaire nord-coréen d'une puissance sans précédent dimanche dernier, les États-Unis, la Corée du Sud, le Japon et l'Union européenne appellent à accentuer la pression sur le régime de Pyongyang. Lundi, le Conseil de sécurité des Nations Unies doit se prononcer sur l'adoption d'une résolution présentée par Washington imposant un embargo pétrolier contre la Corée du Nord et le gel des avoirs de son dirigeant Kim Jong-Un. Alors que la Chine, principale alliée de Pyongyang, a laissé entendre qu'elle pourrait approuver de nouvelles sanctions, Vladimir Poutine, dont le pays est doté du droit de veto au Conseil de sécurité, a passé la semaine à

en critiquer le principe, sans se prononcer explicitement sur le texte américain. Les Coréens du Nord «mangeront de l'herbe mais n'abandonneront pas ce programme (nucléaire) s'ils ne se sentent pas en sécurité», a-t-il lancé mardi, appelant au dialogue avec le régime de Pyongyang, lors d'un sommet à Xiamen, en Chine, tout en condamnant le dernier essai nord-coréen. Pour Andreï Lankov, professeur à l'Université Kookmin, à Séoul, et directeur du think-tank Korearisk.com, les motivations du Kremlin sont «complètement géopolitiques et cyniques». Aux yeux de Moscou, protéger Pyongyang permet de maintenir un statu quo préférable à une résolution de l'ONU pouvant provoquer la colère de la

Corée du Nord, estime cet expert qui a vécu en Corée du Nord. Si des sanctions mènent à des frappes punitives, la Russie, qui partage une frontière avec la Corée du Nord, se retrouverait avec un voisin en plein chaos. Et en cas de changement de régime, le Kremlin devrait traiter avec un allié pro-américain sur son flanc oriental alors qu'il dénonce déjà la présence de l'Otan à ses frontières occidentales. «Ce scénario ne plaît ni à la Chine, ni à la Russie», résume Andreï Lankov. Une autre conséquence potentielle d'une escalade militaire, tout aussi inquiétante pour Moscou, serait une crise humanitaire, relève Alexandre Jébine, directeur du Centre des études coréennes, à l'Académie russe des Sciences. «Un conflit militaire dans la péninsule aurait des conséquences désastreuses pour les Coréens et la région entière, notamment la Corée du Sud», relève l'expert. «Où iront vivre ces 70 millions d'habitants ?», s'interroge-t-il en référence à la population des deux Corées, soulignant qu'en cas d'utilisation de l'arme nucléaire, la radioactivité affecte-



rait aussi «gravement la Russie et la Chine». Ces scénarios apocalyptiques sont considérés comme peu probables, mais pour certains experts, Vladimir Poutine peaufine avec cette crise son image de négociateur hors-pair et de rempart contre les ambitions belliqueuses de Washington, à quelques mois de l'élection prési-

dentielle de mars 2018. Au cours des derniers jours, M. Poutine a rencontré le président sud-coréen Moon Jae-In et le Premier ministre japonais Shinzo Abe, et il a eu des entretiens lors du sommet des Brics qui a réuni à Xiamen les puissances émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). R. F.



## Points chauds

Désamour

Par Fouzia Mahmoudi

Après l'avoir largement encensé il y a quelques mois encore, le *New York Times*, prestigieux quotidien américain, a publié cette semaine une tribune très critique à l'encontre du jeune président français, Emmanuel Macron. En effet, Chris Bickerton, professeur de sciences politiques à l'université de Cambridge, n'a pas retenu ses coups envers le dirigeant de l'Hexagone dans un long article. Il s'interroge sur les raisons de la nette baisse de popularité du président français, qui a perdu 24 points dans les sondages depuis le mois de juillet et se situe aujourd'hui autour des 40% d'opinions favorables. Pour l'universitaire, ce désamour est la conséquence de la faiblesse du projet d'Emmanuel Macron, qu'il estime «bien trop centré sur sa personnalité». «Son attrait vient essentiellement de sa jeunesse, de son dynamisme, de son allure et de ses qualités oratoires. [Mais] une fois que le charme est rompu, il ne reste rien à ses soutiens pour l'apprécier». Pour Chris Bickerton, Macron, «enfant chéri de l'élite libérale mondiale», a perdu son aura construite autour de son image anti-establishment à cause de son «attitude arrogante vis-à-vis du pouvoir». Et l'intellectuel de citer sa déclaration au sujet d'«une présidence plus jupitérienne», son discours au Congrès de Versailles, ou encore ses propos au sujet de la loi travail qu'il vend comme «une révolution copernicienne». «Beaucoup de Français se sont hérissés de ces accents monarchiques», écrit le spécialiste de la vie politique européenne, qui a notamment enseigné à Sciences-Po. Macron, et notamment sa grande réforme du code du travail, ne trouve pas non plus grâce à ses yeux. «Toute baisse continue du chômage en France serait la bienvenue, mais l'expérience d'autres pays suggère que cela impliquerait de nouvelles formes d'inégalité. En Allemagne, la réforme du marché du travail a mené à la prolifération de mini-jobs, un travail à temps partiel peu régulier et qui a pris la place du travail à temps plein dans certains secteurs». Et d'ajouter : «La politique économique d'Emmanuel Macron favorise les employeurs par rapport aux salariés et ébrèche ce qui reste de l'État providence français». Enfin, Chris Bickerton est également des plus sceptiques au sujet de la politique européenne d'Emmanuel Macron. «Il a expliqué aux électeurs français que, s'ils consentaient à des sacrifices, l'Union européenne, et en particulier l'Allemagne, serait plus à même de proposer à la France des traités plus avantageux». D'ailleurs, le politologue ne manque pas de souligner «les mots chaleureux de Berlin» concernant la loi travail. Ainsi, il semblerait que Macron perde en popularité partout auprès de ses concitoyens comme auprès des intellectuels internationaux, dont il avait pourtant les faveurs il y a peu. Se pourrait-il que l'aura du jeune président se dissipe encore plus vite que celle de Hollande avant lui ? Cela semble en tout cas mal parti pour lui et il devra faire plus d'efforts pour ménager ses supporters pour qu'ils continuent de le soutenir tout au long de son mandat. F. M.

Mexique

## Le bilan passe à 61 morts, pire séisme en un siècle

Secouristes, militaires et policiers s'efforçaient inlassablement de retrouver des survivants du séisme qui a fait au moins 61 morts et plus de 200 blessés dans le sud du Mexique, alors que l'ouragan Katia menaçait l'est du pays hier. L'épicentre du plus fort tremblement de terre survenu dans ce pays en un siècle, d'une magnitude de 8,2, était situé dans le Pacifique, à environ 100 kilomètres au large de la localité de Tonala, sur la côte de l'État du Chiapas, selon le centre géologique américain USGS. Les autorités évoquent le chiffre de 61 morts mais le bilan pourrait toutefois s'élever à plus de 80. Elles ont également prévenu qu'une autre réplique importante pourrait suivre le séisme dans les 24 heures. C'est l'État d'Oaxaca (sud) qui a été le plus affecté par le séisme de vendredi, avec 46 morts, dont au moins 17 pour la seule localité de Juchitan, où des victimes pourraient être toujours coincées sous les édifices effondrés. Voitures ensevelies sous les gravats, pans de murs renversés, morceaux de verre ou de bois jonchant les rues : cette localité de 100 000 habitants, entourée de montagnes recouvertes de végétation tropicale, était défigurée vendre-

di. Près de la mairie très fortement endommagée, aux arches coloniales colorées, des militaires et des policiers tentent toujours de retrouver des survivants parmi les monceaux de gravats, dans un silence pesant. «On fait tout ce qu'on peut pour sortir notre compagnon. Ils étaient deux là-dessous, nous en avons sauvé un», a raconté à l'AFP un policier municipal à l'uniforme couvert de poussière, tandis que ses collègues continuaient à creuser avec des pelles. «Je n'ai pas le souvenir d'un séisme aussi affreux», a commenté un agent de 29 ans, «la ville est ravagée». Le président mexicain Enrique Peña Nieto a survolé en hélicoptère les zones affectées de l'État d'Oaxaca, dont Juchitan, où 36 corps ont été retirés des ruines, et où il a écouté vendredi les récits des habitants avant de se rendre au Chiapas. Des vivres et des milliers de matelas et couvertures «sont en cours d'acheminement», a promis le gouverneur aux habitants affectés par la tragédie. Plus de 260 répliques du séisme ont été enregistrées dans la journée, a indiqué le président mexicain sur Twitter, tout en soulignant que les aéroports et les ports fonctionnaient normalement. Le pape François, en visite

en Colombie, a appelé à une prière «pour ceux qui souffrent des conséquences du tremblement de terre» et pour les victimes de ce séisme ainsi que celles de l'ouragan Irma, qui dévasta au même moment les Caraïbes. La capitale mexicaine a également fortement ressenti cette secousse et de nombreux habitants se sont même précipités dans la rue, après le déclenchement de l'alerte sismique annonçant l'imminence d'un puissant tremblement de terre. «Pas encore un (séisme) ! Dieu, s'il te plaît, non», a ainsi crié une femme en tombant à genoux pour prier en pleine rue. Selon le président Peña Nieto, 50 millions de personnes sur les 120 millions que compte le pays ont ressenti la secousse. En septembre 1985, un séisme de magnitude 8,1 avait dévasté une grande partie de la capitale et fait plus de 10 000 morts. Régulièrement accablé par les catastrophes naturelles, le Mexique a été touché vendredi soir par l'ouragan Katia, rétrogradé en tempête tropicale par le Centre américain des ouragans (NHC). L'ouragan a frappé vers 03h00 GMT l'État de Veracruz (est) au nord de la localité de Tecolutla avec des vents de 120 km/h.





«Mes cousins des Amériques» de Arezki Metref

# Passionnant voyage dans l'espace et dans l'humain

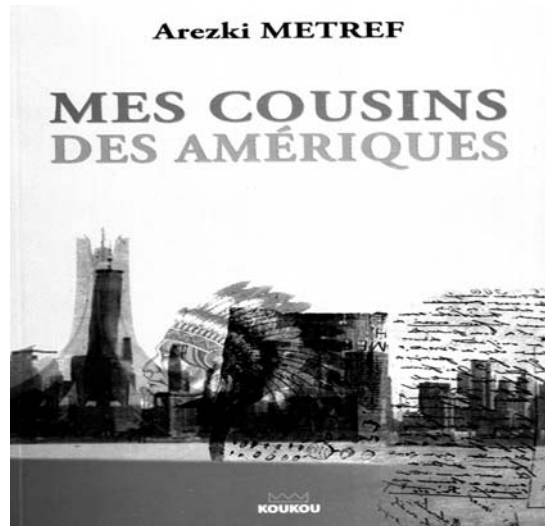
■ Pour nous emmener au loin voir ses «Cousins des Amériques» et faire connaissance avec la vaste terre qui les accueille, Arezki Metref nous invite à enfourcher la plus belle des montures, qui est son propre talent.

Par Nadjib Stambouli

Les deux grandes escales de ce voyage sans autre limite que celle, pour le lecteur, d'en redemander davantage, sont les Etats-Unis d'abord, le Canada dans une deuxième partie. La formule de «road trip» est un passage obligé pour qualifier cette libération du corps et de la pensée, d'autant que nous sommes au cœur de l'espace qui lui a donné naissance et qui l'a ancrée dans les mœurs de l'Amérique et de ceux qui la visitent, chacun avec son propre regard et sa propre grille de perception. Le livre est si dense et tant gorgé de passages intenses partagés par le talent de l'écrivain que par la rigueur du journaliste, deux valeurs que l'on connaît à Metref, que l'on est tenté, pour mieux le présenter, de livrer toutes les pages, sans exception, de «Mes cousins des Amériques» (paru en fin de printemps aux éditions Koukou).

En restera pour ses frais, le lecteur qui espérerait trouver au fil des pages, des poncifs connus, stéréotypés et ressassés depuis notre enfance par les plongées dans les illustrés dévorés des yeux, les westerns admirés et les romans lus et aimés. A dessein, Metref déconstruit cette

tentation passiste, sans se dispenser, de la première halte à San Francisco, départ de son road trip américain jusqu'à l'arrivée Montréalaise de la deuxième partie du livre, de revisiter le rétroviseur en livrant une foule d'informations. Sans léguer le monopole de l'écrit au journaliste qu'il est, mais en fructifiant cette valeur professionnelle (qui continue à faire les beaux jours de la presse algérienne, par ses chroniques et reportages, dans «Le soir d'Algérie»), il livre au lecteur une somme impressionnante d'informations sur des personnalités, des écrivains entre autres et des lieux cardinaux, surtout ceux où ont vécu ces... mêmes écrivains. Ces informations, qui allègeraient la curiosité des plus cultivés d'entre nous, sont saupoudrées dans un juste dosage à travers les paragraphes et amenées de manière digeste. La découverte de l'Amérique appréhendée par la grâce de la générosité intellectuelle de l'auteur est passionnante dès les premières lignes. On se délecte de la foison d'escalades naturelles, urbaines mais surtout humaines, celles des grandes figures américaines mais aussi et surtout celles des «cousins des Amériques», qu'ils se regroupent «sous la houlette» de Metref à Silicon Valley ou



vaquent à leurs occupations à Jean-Talon au Canada. Chacun, un tel livre se dispensant de mode d'emploi, trouvera son propre centre d'intérêt. Pour notre part, nous avons trouvé matière à admiration en faisant connaissance avec nos compatriotes «installés là-bas», chaque itinéraire étant en soi éligible à

documentaire. Nous en retiendrons cette force morale qui sous-tend la réussite, en faisant de l'exil et sa douleur non pas un facteur bloquant, mais un viatique auquel carbure l'intégration au pays d'accueil, ce qui n'est pas synonyme de déracinement. Dans ces deux grands pays à

taille continentale, le voyage est fatigant mais la lecture est loin de l'être, bien au contraire. Dans chaque page, chaque paragraphe, on retrouve de quoi nourrir son imagination par la restitution, ô paradoxe, du seul réel. Il faut dire que le style de Metref, ici direct, là imagé, toujours sans fioritures, est grandement mis à contribution pour alimenter cette jouissance de la lecture. Il nous prend par la main, par le regard et surtout par le cœur en chevauchant son inépuisable réservoir de métaphores, du stress des aéroports à l'intense plaisir de la découverte des lieux et des hommes, le tout sous le sceau d'un mot, à la fois sentiment et pulsion culturelle : «Passion». Metref a eu le mérite de comprimer l'immensité des Amériques dans un nouveau «Nouveau monde», celui reçu par le lecteur sous l'étendard du plaisir de lire un joyau littéraire. C'en est un, sans conteste. «Mes cousins des Amériques», Arezki Metref, éditions Koukou, 214 pages. N. S.

10<sup>e</sup> édition du FIBDA

## Deux concours lancés

Comme chaque année, le Festival international de la bande dessinée d'Alger organise nombre de concours dont celui du meilleur Cosplay, des jeunes talents, espoirs scolaires et des professionnels. Le concours des espoirs scolaires se divise en deux catégories, la première concerne des participants âgés de 12 à 15 ans, la seconde pour

les 16 à 18 ans. Le prix remis aux lauréats est sponsorisé par Société Générale Algérie. Le concours des jeunes talents quant à lui concerne les candidats âgés de 18 ans et plus, le lauréat recevra le prix d'Excellence de l'Union européenne. Le troisième concours est réservé aux auteurs de bandes dessinées professionnels, nationaux ou étrangers, qui

doivent présenter une œuvre (BD) originale, inédite ou éditée entre 2016 et 2017. Enfin, le concours des cosplays est comme d'habitude organisé en partenariat avec Z-Link et l'Onda, il est ouvert à tous les Algériens et étrangers résidents permanents en Algérie de tout âge. Pour participer, envoyez votre candidature avec vos travaux avant le 15 septembre par

mail à : contact@bdalger.com ou déposez-les à cette adresse : Résidence Nour, 7-8 Rue des Abattoirs, Cheraga. Alger Pour rappel, la 10<sup>e</sup> édition du FIBDA aura lieu du 3 au 7 octobre au Palais de la Culture Moufidi-Zakaria en plus de l'Esplanade Riadh El Feth, et promet beaucoup de nouveautés et de surprises. L. B.

Patrimoine national

## «L'Etat mobilisé pour la protection et l'entretien des sites archéologiques»

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a affirmé, à Tipaza, que l'Etat était mobilisé à travers ses institutions pour la protection et l'entretien des sites archéologiques. M. Mihoubi, qui effectuait une visite à la wilaya de Tipaza pour s'enquérir de la situation des sites archéologiques que recèle la région, a mis en avant la responsabilité du ministère en vue de protéger ce patrimoine historique mondial, mettant l'accent sur le rôle des établissements relevant de son secteur à accomplir pleinement leurs tâches

dans ce domaine, d'autant que l'Algérie dispose de 60% des ruines romaines existant dans le monde. Dans le même contexte, le ministre a rappelé le nombre de chercheurs algériens qui ne cesse d'accroître chaque année dans les sites de recherche, vu que le travail se poursuit dans ces sites à l'effet d'aménager les musées, d'assurer la formation et de mettre à niveau les chercheurs ainsi que de travailler de concert avec les experts de l'Unesco. S'agissant du site Les Trois Ilets à El Hamdania (Cherchell), qui est

proche du grand projet stratégique qu'est le port de Cherchell, le ministre a rassuré que le projet n'aura aucun impact sur le site qui restera préservé. Concernant le Mausolée royal qui est l'un des monuments méditerranéens nécessitant un entretien et une protection spéciale notamment à l'intérieur du mausolée, le ministre a soutenu que le dossier sera présenté à l'expertise en matière de sécurité d'autant que les portes du site seront ouvertes aux visiteurs une fois les conditions seront réunies. F. H.

Prévue pour le 15 septembre

## La musique algéro-grecque à l'honneur

La musique algérienne et grecque fusionneront le 15 septembre prochain à l'Opéra Boualem-Bessaih d'Alger, grâce à un duo baptisé «Agora» entre Lamia Ait Amara et Helena Vasiliadi. «Agora» n'est pas seulement un concert musical, mais tout un programme d'échange artistique organisé entre l'ambassade de Grèce en Algérie et l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc). Ce concert est le résultat d'une rési-

dence de création artistique qui a duré un an entre les deux pays avec pour objectif l'échange interculturel et l'enrichissement des deux patrimoines musicaux. Un an de travail entre deux chanteuses, de recherche, de découverte et d'union pour créer un spectacle qui a su fusionner deux genres musicaux différents, mais liés par leur évolution à travers l'histoire. Ainsi, des instruments des deux rives dont la kuitra et le luth, la darbou-

ka, le nay, le bouzouki ou encore le santour, vont résonner ensemble avec les voix de Lamia Ait Amara représentant l'Algérie et Helena Vasiliadi représentant la Grèce. Rendez-vous donc le 15 septembre à 19h30 pour assister à ce spectacle exceptionnel à l'opéra d'Alger Boualem-Bessaih. Les billets seront en vente à partir du 12 septembre de 10h00 à 17h00 au niveau de l'Opéra au prix de 800 DA. V. C.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Judi 14 septembre à 19h30 :

Concert de chanson française, avec François Morel et Antoine Sahler. Réservation à l'adresse suivante : chansonfrancaiselavie2017.alger@if-algerie.com

Galerie Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger)

Jusqu'au 15 septembre :

Exposition de peinture de l'artiste peintre Mourad

Tiaicht.

Centre Culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 14 septembre :

Exposition collective d'artisanat.

Galerie d'art Vivarium à Alger

Du 23 septembre au 20 octobre :

La macro nature s'expose à travers les clichés de la photographe Chafia Loudjici.

Salle Ibn Khaldoun et l'Ecole de musique de Kouba

Jusqu'au 23 septembre :

Grâce à la quatorzième édition de «Layali El Andalous», une pléiade d'artistes animeront des spectacles andalous.

Ecole de Musique de Kouba :

15 septembre à 19h00 :

Jihane Houari avec l'association El Djanadia.

16 septembre à 16h00 :

M'hamed Yacine avec l'association El Djazira.

22 septembre à 16h00 :

Hiba Zahri avec l'association Kortoba.

Salle Ibn Khaldoun

23 septembre à 19h00 :

L'artiste Hamidou, accompagné de l'association Mezghana, anime la soirée de clôture de la quatorzième édition de «Layali El Andalous».



## Coup-franc direct

### Une décision et des interrogations

Par Mahfoud M.

Le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, a donc tranché en décidant d'écarter 4 à 5 éléments qui, selon lui, ne semblent pas avoir l'envie de se donner à fond avec l'équipe nationale. Même si le patron de la fédération est en droit de prendre les mesures qu'il estime importantes pour le devenir de la sélection nationale, il est à se demander sur quels critères il s'est basé pour les prendre. Certes, l'EN n'est plus ce qu'elle était. Elle a perdu la hargne et la combativité sur laquelle elle comptait auparavant mais est-ce suffisant pour dire que tel ou tel joueur ne se comporte plus de la même manière et devrait donc être écarté de la sélection ? Il ne faut pas se tromper sur le compte d'un joueur surtout que l'EN a besoin de sérénité pour espérer retrouver son lustre d'antan. Il faut savoir aussi si l'on a préparé la relève avant de s'avancer à écarter des éléments qui pourraient encore donner à la sélection nationale. Le travail devra être continu et il faudrait à chaque fois qu'il y ait une remise en cause pour tenter de trouver les solutions idoines et aller de l'avant. Il ne sert à rien de faire le gendarme et d'exclure certains si l'on n'est pas sûr qu'on trouvera des remplaçants qui soient à la hauteur des espoirs.

M. M.

Ligue de football professionnel (LFP)

## Un nouveau site internet voit le jour

LA LIGUE de football professionnel (LFP) a lancé vendredi une nouvelle version de son site internet (www.lfp.dz), coïncidant avec le début de la nouvelle saison footballistique des deux Ligues Une et Deux (2017-2018).

«Le début de cette nouvelle saison coïncide avec le lancement d'une nouvelle version de notre site Internet. Cet important moyen de communication a subi une grande opération de lifting plus agréable et plus moderne dans la mesure où il dispose du maximum de fonctionnalités», a affirmé le président de la LFP Mahfoud Kerbadj à l'occasion du lancement de cette nouvelle version. Classée par catégorie, cette masse d'informations, introduite dans une base de données, est accessible et consultable à partir d'une série de requêtes affinées. Ainsi le lecteur pourra obtenir instantanément la donnée recherchée. «Au-delà de sa rénovation sur le plan infographique et esthétique,

le site a été conçu de façon à répondre davantage aux besoins informationnels sans cesse croissant de nos lecteurs qui sont potentiellement les clubs et la presse spécialisée (...). Notre ambition va au-delà, nous comptons transposer tout ce travail d'archives sur une application téléphonique».

Cette nouvelle version va proposer prochainement l'archive des clubs algériens à travers le championnat national, la Coupe d'Algérie et les compétitions internationales. Le nouveau site internet peut, dans les prochaines semaines, vous mener aussi loin dans le passé du football algérien. Il vous proposera un service unique en son genre : la possibilité d'exploiter un fond documentaire que la Ligue vient de mettre au point. Il s'agit des archives qui concernent les clubs algériens à travers le championnat national, la Coupe d'Algérie et les rencontres internationales.

Kheireddine Zetchi

## «Quatre à cinq joueurs vont quitter l'EN»

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi a évoqué la possibilité d'effectuer «plusieurs changements» au niveau de l'effectif des Verts, au lendemain de l'élimination sans gloire de l'Algérie du Mondial 2018 en Russie. «4 à 5 joueurs vont quitter la sélection, car n'étant plus en mesure d'apporter le plus attendu d'eux», a déclaré Zetchi lors d'une intervention à la Chaîne 1 de la Radio nationale. Battus à deux reprises par la Zambie : 3 à 1 à Lusaka puis 1 à 0 à Constantine, l'équipe nationale a anéanti ses derniers espoirs de se relancer dans ces qualifications.

«Je ne peux pas donner de noms à l'heure actuelle, mais ce qui est certain c'est que ces joueurs ne seront pas convoqués lors des prochains matchs et stages des Verts. Cela ne veut pas dire qu'ils seront définitivement écartés», a-t-il ajouté.

Zetchi, à ce sujet, qu'il avait discuté de cette question avec le sélectionneur espagnol des Verts, Lucas Alcaraz, et également avec les membres du bureau fédéral de la FAF.

«Cette décision n'a pas été prise d'une manière individuelle mais collégiale en impliquant toutes les parties concernées», a-t-il expliqué, promettant «une révolution» en vue de donner un «nouveau souffle» au football algérien, demandant au public «un peu de patience».

Zetchi, à la tête de l'instance fédérale depuis le 20 mars dernier, en remplacement de Mohamed Raouraoua, est sous pression consécutivement aux résultats des coéquipiers de Yacine Brahimi (FC Porto/Portugal) qui n'arrivent plus à relever la tête quelques mois après leur élimination dès le premier tour de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon.

Ligue 1 (2<sup>e</sup> journée)

## Le CR Belouizdad seul en tête

■ La 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> journée du championnat national de Ligue 1 Mobilis, disputée ce vendredi, a été à l'avantage du CR Belouizdad et du DRB Tadjenant. Le Chabab a remporté le derby de la capitale face à l'USM El Harrach (2-0), alors que le DRBT a gagné celui de l'Est contre le CS Constantine (2-1).

Par Mahfoud M.

Le CR Belouizdad trône sur la Ligue 1 Mobilis. Une première place bien méritée pour le Chabab qui enchaîne avec un deuxième succès de suite après avoir réussi son entame de saison en battant l'USM Bel-Abbès.

Face au voisin Harrachi, ce derby algérois, disputé à huis clos au stade Omar-Hamadi, s'est emballé dans le dernier quart d'heure. Au moment où le match s'acheminait inexorablement vers un score de parité, Chebira est parvenu à débloquer la situation à la 76<sup>e</sup> minute. Complètement libérés, les Rouge et Blanc, menés par un Lakroum des grands jours, ont doublé la mise à la 83<sup>e</sup> minute par Aribi. Peu avant le fin du temps supplémentaire, Lakroum, encore lui, a bénéficié d'un penalty après avoir été fauché dans la surface de vérité. Toutefois, l'homme du match côté CRB n'a pas réussi à transformer la sentence, voyant son tir repoussé par le montant droit du gardien harrachi.

Sur l'action qui suit, l'arbitre du match a sifflé un penalty en faveur de l'USMH, idéalement exécuté par Banouh (90+4').

Si le CRB respire la forme (1<sup>er</sup>, 6 pts), ce n'est pas le cas des Jaune et Noir. Les Harrachis débutent difficilement l'exercice 2017-2018 avec deux défaites consécutives (14', 0 pt).

### Le DRBT s'offre le CSC

A Tadjenant, le premier derby



Ph. > D. R.

de l'Est cette saison, joué entre le DRB Tadjenant et le CS Constantine (2-1), a tenu toutes ses promesses. Présents sur la pelouse du stade Lahoua-Smain pour confirmer leurs bons résultats enregistrés lors de la première manche, les deux protagonistes se sont donnés à fond mais le dernier mot est revenu à la formation locale.

Dans cette partie où tout s'est joué en première période, le DRBT n'a eu besoin que de quatre minutes pour réaliser le plus dur et plier le match à son avantage. Après une première chaude alerte de Belameiri à la 19<sup>e</sup> minute, les Bleu et Blanc ont réussi, coup sur coup, à prendre l'avantage et faire le break sur deux occasions quasi-similaires.

Premier à faire mouche, Attoche a scoré de la tête à la 30<sup>e</sup> minute. Il a été imité

quelques instants plus tard par son compère Belmokhtar (34'), également de la tête.

Assommé par ces deux réalisations, le CSC est parvenu comme même à réduire l'écart à la 40<sup>e</sup> minute, profitant d'une erreur du portier du DRBT. Sollicité sur un centre tir, l'infortuné Litime s'est emparé de la balle dans les airs mais a fini par la lâcher une fois au sol alors que Cissé était en embuscade. Ce dernier n'a eu qu'à pousser le cuire au fond des filets.

En fin de partie, Demane avait la balle du 3 à 1 au bout du souffler, à la suite d'une belle contre-attaque mais son tir a complètement raté le cadre. La première de Kamel Moussa sur le banc du DRBT est couronnée de succès et son équipe compte 4 points, synonymes de 2<sup>e</sup> place au classement.

M. M.

Ligue II Mobilis (2<sup>e</sup> journée)

## L'ASAM et la JSMS consolident leurs positions

L'ASAM Aïn M'ilia et la JSMS Skikda, déjà co-leaders à l'issue de la première journée de Ligue 2 Mobilis, ont confirmé vendredi leur bonne entente de cette nouvelle saison, en enchaînant un deuxième succès consécutif lors de la deuxième journée, respectivement (2-0) contre le RC Relizane et (2-1) contre le CA Bordj Bou-Arréridj, conservant ainsi leur leadership. L'ASAM qui avait ramené une précieuse victoire de Tlemcen (1-0) lors de la première journée, a profité en effet de l'avantage du terrain pour signer un deuxième succès consécutif, grâce à Slimani (45'+1) et Debbih sur penalty (85'), qui le maintient en tête du classement, avec six points, ex aequo avec la JSMS, qui de son côté est revenue de très loin face au CABBA.

Les Noir et Blanc ont commencé, en effet, par concéder l'ouverture du score devant

Kouriba (42'), et ce n'est qu'en toute fin de match qu'ils ont réussi à renverser la vapeur, d'abord par Kennache, sur penalty à la 77', puis par Mokhtar (90'+4).

Contrairement à l'ASAM et la JSMS, le nouveau promu RC Kouba n'a pas réussi à confirmer le bon nul qu'il avait ramené d'Aïn Fakroun au cours de la première journée, puisqu'il s'est fait surprendre à domicile par le MO Béjaïa (1-0) sur un but signé Salhi (30').

L'addition aurait même pu être plus salée pour les Vert et Blanc, car les Crabes avaient raté une multitude d'occasions, dont un penalty par Noubli (76').

De son côté, le MC Saïda s'est assez facilement imposé devant l'Amel Boussaâda (2-0), grâce à Benayada qui a ouvert le score à la 15<sup>e</sup> minute, avant que le fraîchement incorporé Athmani n'ajoute le deuxième but, pratiquement sur son pre-

mier ballon (2-0). L'ASM Oran, à l'inverse, a eu la tâche beaucoup plus difficile face au MC El Eulma, puisque malgré l'avantage du terrain il a commencé par concéder l'ouverture du score devant Bentaleb (50'), et ce n'est qu'en toute fin de match qu'il a réussi à inverser la tendance. D'abord par Benbrahem (66'), puis par Khelif-Allah (71'). De son côté, le CA Batna s'est remis au talent d'un seul homme, en l'occurrence Benmansour, pour venir à bout du GC Mascara, puisque c'est ce même joueur qui a inscrit les deux buts des Rouge et Bleu. Le premier sur penalty (46') et le second sur une action dans le jeu (52').

Lors des deux derniers matchs de cette deuxième journée, l'ASO Chlef s'est imposée face au promu du WA Tlemcen (2-0) alors que la JSM Béjaïa a disposé du CRB Aïn Fakroun sur le même score.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Attentat contre le siège de la sûreté de wilaya de Tiaret

## Arrestation de deux personnes

DEUX personnes en liaison avec l'attentat terroriste contre le siège de la sûreté de wilaya de Tiaret ont été arrêtées, vendredi, par les forces de l'Armée nationale populaire en coordination avec la Gendarmerie nationale, indique samedi, un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, les forces de l'Armée nationale populaire en coordination avec la Gendarmerie nationale ont arrêté le 8 septembre 2017 deux personnes en liaison avec l'attentat terroriste contre le siège de la sûreté de wilaya de Tiaret», précise le communiqué. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et l'immigration clandestine, des détachements de l'ANP «ont arrêté huit immigrants clandestins de différentes nationalités en 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Régions militaires», ajoute la même source. Au niveau de la 6<sup>e</sup> Région militaire les éléments de l'ANP «ont intercepté dix contrebandiers et saisi deux camions, cinq véhicules tout-terrain, 21 tonnes de denrées alimentaires et 1 020 litres de carburant». D'autre part, les éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi 80 kg de kif traité à Tlemcen», note le communiqué.

## Draria (Alger)

### Arrestation d'une bande de malfaiteurs

DEUX individus soupçonnés du vol d'une somme de 70 millions de centimes et 1 300 euros à Draria (Alger) ont été présentés devant le tribunal pour être placés en détention préventive, a indiqué vendredi la Sûreté de wilaya d'Alger dans un communiqué. Un troisième membre de cette bande est toujours en fuite, selon la même source, qui a précisé que les individus se sont introduits à l'intérieur du siège d'une entreprise privée pour voler une somme de 70 millions de centimes et 1 300 euros et dérober un coffre-fort. La police judiciaire de la sûreté de la circonscription administrative de Draria a entamé son enquête suite à une plainte du proprié-

re de l'entreprise. L'utilisation des enregistrements des caméras de surveillance a permis d'identifier le véhicule utilisé par les individus impliqués dont l'un d'entre eux a reconnu les faits avant de dénoncer ses complices. Le coffre-fort dérobé a été retrouvé à l'oued des Eucalyptus avec un contenu de 97 000 DA et une arme individuelle. Les cagoules, les gants et une grenade lacrymogène ainsi que des outils utilisés lors du vol ont également été retrouvés. Les suspects âgés entre 30 et 35 ans doivent répondre des chefs d'accusation de vol qualifié par effraction en bande, selon le même communiqué.

Slim O.

## Sûreté nationale

### Plusieurs individus arrêtés et des quantités de drogue saisies

LES ÉLÉMENTS de la Sûreté nationale ont arrêté récemment plusieurs individus et saisi des quantités de drogue dans le cadre de la lutte contre la criminalité, a indiqué samedi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale. Les éléments de la brigade de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et de psychotropes du service central de la Police judiciaire relevant de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté quatre ressortissants africains et saisi cinq capsules de drogue dure (héroïne) et des sommes d'argent, a précisé le communiqué. Dans l'ouest du pays, les forces de l'ordre ont arrêté huit individus et saisi d'importantes quantités de boissons alcoolisées et de comprimés psychotropes et plus de deux grammes d'héroïne, a ajouté la même source. Des des-

centes effectuées par les forces de l'ordre la semaine dernière à travers différents quartiers, notamment les points noirs et les lieux suspects, dans la wilaya d'Oran, de Relizane, de Ouargla, de Mascara et de Saïda, se sont soldées par la saisie de 868 unités de boissons alcoolisées, 66 comprimés psychotropes, huit bouteilles de sirop psychotrope et 2,6 grammes d'héroïne. Différentes armes blanches ont également été saisies et huit individus, des repris de justice pour la plupart, ont été arrêtés, a ajouté le communiqué. Par ailleurs, à l'occasion de la rentrée scolaire 2017-2018, les services de la Sûreté nationale ont prévu des cours de sensibilisation à la prévention routière et aux dangers d'internet et de la drogue au profit des élèves des trois paliers de l'enseignement. Halim N.

## Bulletin météo spécial (BMS)

### Pluies orageuses sur les régions ce dimanche

DE FRÉQUENTES averses de pluies orageuses accompagnées parfois de grêle affecteront les régions côtières et proches côtières à partir de dimanche à minuit jusqu'à 12 h, selon un bulletin météo spécial (BMS) émis samedi par l'Office national de

météorologie. Les wilayas concernées sont Mostaganem, Chlef, Tipaza, Alger, Blida et Médéa, et où les cumuls estimés atteindront ou dépasseront localement 30 mm durant la validité, précise la même source. Il s'agit également des wilayas de Boumerdès,

## Mondial 2018 en Russie: La fin du rêve pour les Algériens



Djalou@hotmail.com

## Béjaïa

### Le trousseau scolaire plus cher cette année

■ Les librairies sont envahies depuis plusieurs jours par les parents et leurs enfants. Depuis mercredi jour de la rentrée scolaire l'on se précipite pour acheter les affaires scolaires afin de permettre à ses enfants de débiter les programmes scolaires dans de bonnes conditions. Cependant, tout le monde est d'accord pour dire que les articles scolaires sont plus chers cette année en comparaison à l'année dernière.

Par Hocine Cherfa

Certains parents ont attendu la réception des listes des fournitures scolaires mercredi et jeudi pour acheter les affaires scolaires à leurs enfants pour ne pas faire du gaspillage. Ainsi, on constate que les augmentations diffèrent d'un article à un autre mais, surtout de la qualité du produit. Le prix du cahier de 64 pages est fixé à 30 DA, le cahier de 96 pages coûte entre 30 à 45 DA, le prix du cahier de 120 pages est affiché entre 50 et 70 DA. Le cahier de dessin est fixé entre 30 à 50 DA selon le volume aussi parfois. Celui des travaux pratiques est affiché à 50 DA, le cahier de 292 pages est affiché entre 70 et 80

DA, le 288 pages est situé entre 130 et 150 DA, la colle Steak 50 DA, le crayon 20 DA, gomme: 20 DA, le prix d'une ardoise oscille entre 250 DA et 270 DA...Le prix des trousseaux varie entre 300 DA et 800 DA, selon la qualité du produit. Ainsi, le trousseau scolaire pour les enfants de 1<sup>er</sup> et de 2<sup>e</sup> année se situe entre 3 400 à 4 000 DA cartable ou sac à dos compris et 1400 à 1500 DA pour les fournitures uniquement, celui de la 3<sup>e</sup> année et la 4<sup>e</sup> année est d'environ 4 500 DA, cartable compris et 1 800 DA à 2 000 DA pour les fournitures seulement, celui de la 5<sup>e</sup> année est situé entre 4 500 DA et 5 000 DA sac à dos compris. N'oublions pas le coût des livres scolaires qui peuvent se situer entre 800 DA à 2 000 DA de la première année à la 5<sup>e</sup> année. Il faut noter aussi que

les prix des trousseaux scolaires des enfants scolarisés dans les niveaux moyen et secondaire sont plus élevés et c'est la même chose pour le coût des livres scolaires dont les prix sont parfois le double voire plus des prix des livres scolaires du primaire et du moyen. Les parents ayant à leur charge trois ou quatre enfants et ceux ayant de faibles bourses sont confrontés à de grandes difficultés financières même si ils bénéficient de la prime de scolarité de 3000 DA au début de l'année. Il faut noter que les vacances, l'Aïd El Fitr et l'Aïd El Adha et la rentrée scolaire qui sont arrivés en alternance en l'espace de deux mois seulement ont vidés les poches des parents. Ces derniers ont épuisé leurs petites économies. H. C.

## Algérie/Venezuela

### Maduro effectue une escale à Alger

LE PRÉSIDENT du Venezuela, Nicolas Maduro Moros, a effectué samedi une escale technique à Alger. Le président vénézuélien a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediène, par le président de l'Assemblée populaire nationale, Saïd Bouhadja. H. Y.

K. M.